

LE JAPON ET LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Jérôme Kerjouan



Fig. 1 - La conférence de Paris – 1919 (DR)

Dès 1868, les questions extrême-orientales, et japonaises en particulier, deviennent importantes sur la scène internationale. La restauration Meiji donne naissance à des ambitions territoriales motivées par la surpopulation sur un territoire égal à 4/5 de la France métropolitaine mais couvert principalement de montagnes inhospitalières. Le Japon accueille 30 millions d'habitants en 1860, 45 millions en 1900. Mais la production de denrées n'a pas suivi la même croissance. La densité moyenne de la population est comparable à ce qui existe en Angleterre (autour de 180 habitants au km²), mais avec les montagnes, la densité dans les terres arables passe à 950 habitants au km² : la plus forte au monde.

Le manque de matières premières caractérise l'industrie japonaise : quasiment tout est importé. Le principal fournisseur de minerai de fer en Extrême-Orient est la Mandchourie.

Ce qui explique que le Japon a des velléités de contrôle de la Chine et notamment de ses ressources. Le but des gouvernements successifs sera de réduire, au mieux, les incertitudes

de l'avenir liées à leur dépendance vis-à-vis des ressources. Comme le dira l'historien japonais Michel Vié, pour le Japon, *survie et expansion sont liées*. Les accords restent fragiles, l'expansion géographique jusqu'en 1945 demeurera.

En 1904, Le Japon déclare la guerre à la Russie pour des raisons territoriales. La victoire de 1905 est considérée comme une revanche sur les traités inégaux signés au XIXe siècle. Elle est vécue aussi comme une garantie de sécurité : les « Jaunes » peuvent vaincre les « Blancs ». Au début du XXe siècle, après la Grande Guerre, l'empire nippon passe d'un État que beaucoup auraient voulu coloniser à une puissance coloniale, membre du Conseil de la Conférence de la Paix de 1919, au même titre que l'Angleterre, l'Italie, la France, et les États-Unis. Les Nippons vont ainsi porter atteinte au « monopole de la supériorité » portée jusque-là par les Occidentaux, en les neutralisant avec des traités. Les seuls adversaires potentiels, après 1918, sont les États-Unis.

Depuis 1914, la Russie est absente de la scène internationale, elle n'y reviendra qu'à la fin des années 1930. L'Allemagne est absente en Extrême-Orient depuis 1915. La France ne s'intéresse qu'à l'Indochine.

Comment cet État, qui avait un régime féodal, archaïque à la fin des années 1860, a pu atteindre un tel destin en cinquante ans ? Comment cette nouvelle puissance a-t-elle pu contraindre la Vieille Europe ?

Le Japon fait appel à des conseillers militaires européens pour former son armée. C'est grâce à une marine moderne et une armée de terre solide, qu'entre 1894 et 1905, l'empereur étendra son territoire sur le continent, non sans s'attirer des pressions du monde occidental, jusque-là hégémonique.

La crainte de voir les différents empires européens en Extrême-Orient mis à mal par l'expansion japonaise, incite la diplomatie occidentale à signer des accords avec Tokyo à l'aube du XXe siècle. Ces mêmes États s'accorderont contre l'Allemagne. Ces différents traités auront comme conséquence la mondialisation d'un conflit qui n'était, à l'origine qu'européen.

Cette période, entre la fin du XIXe et le tout début du XXe siècle, met, aussi, en lumière l'attraction mutuelle de deux cultures. D'un côté, le japonisme, une conséquence du développement Meiji, qui s'épanouit en Europe, de l'autre plusieurs personnalités japonaises qui viennent se former en Europe, notamment à Paris, pour rentrer au Japon avec des modèles européens nécessaires à une organisation politique, judiciaire et économique modernes. De ces différents échanges naîtra l'amitié entre un japonais, le futur prince Saionji Kinmochi, et un futur homme politique français, Georges Clémenceau. Comment expliquer ce lien entre ces deux caractères que tout sépare ?

Les prises de pouvoir sur l'Asie que sont les deux premières grandes guerres asiatiques susciteront la crainte des Européens pour leurs possessions dans cette partie du monde.

Le Japon s'est modernisé, ce qui lui a permis de rivaliser avec les plus grandes puissances. Cela n'a été possible que grâce aux

échanges entre l'Europe et le Japon tout au long de la période Meiji et un peu après. Le rapprochement entre le Japon et la France peut s'identifier à l'amitié entre Saionji et Clémenceau.

La modernisation du Japon

Avant 1854, l'Archipel est quasiment fermé au monde extérieur : la période du Sakoku durera de 1650 jusqu'à l'arrivée du Commodore Perry et sept navires, les Kurofune, en 1850. Les diplomates américains forcent ainsi les autorités nippones à signer des accords. Ce sera le début d'un ensemble de traités signés de force avec les Occidentaux : les traités inégaux.

Pour répondre à cette attaque étrangère, le Shogun fait appel à des conseillers militaires français : ce sera la Première Mission Française au Japon. Les autorités japonaises ont demandé une aide aux Anglais qui sont largement présents dans les mers de l'Océan Indien et du Pacifique et aux Français car, tout comme les livres de médecine hollandais, les écrits relatant l'épopée de Napoléon 1^{er} sont connus près de la ville de Nagasaki. Or, seuls les Français de Napoléon III répondent aux appels.

Cette première mission française est dirigée par le capitaine Jules Chanoine (1835 – 1915). Le futur général Chanoine sera accompagné d'un certain nombre d'officiers qui enseigneront les rudiments de l'infanterie et de l'artillerie. Pour moderniser cette nouvelle armée de conscrits, on équipera les soldats d'uniforme, d'armes qui viendront pour la plupart des ateliers d'armement français. Certains élèves japonais développeront leurs compétences dans les meilleures écoles françaises comme l'école de Saint-Cyr.

Le Shogun ne fait pas uniquement appel aux spécialistes de l'armée de terre, il contacte un ingénieur français chargé de la construction de canonnières en Chine pour créer un arsenal du côté de Tokyo. Non seulement un chantier de construction navale voit le jour à Yokosuka



Fig. 2 - Des uniformes à l'occidentale (DR)

mais bientôt une école d'ingénieurs et de contremaîtres sont édifiées. Le Japon débloque deux millions de francs pour ces installations. Une forge d'armement et une corderie de 265 mètres voient rapidement le jour.

Mais les élites japonaises considèrent que le Shogun a fragilisé la situation internationale de l'Archipel, le laissant sous la domination des Occidentaux avec les traités inégaux. Le Régime est renversé et l'Empire est rétabli en 1867. Une administration est organisée sur le modèle français, avec création de préfectures qui correspondent aux anciens Daimyos. Une

constitution d'inspiration allemande met en place une monarchie. Le nouvel empereur Matsuhito (1852 – 1912), conseillé par les Anciens, les Genro, continue l'ouverture à l'industrialisation du pays. Le développement économique de l'ère Meiji met en évidence le manque de ressources naturelles du pays. Bientôt les regards de convoitise se dirigent vers le continent.

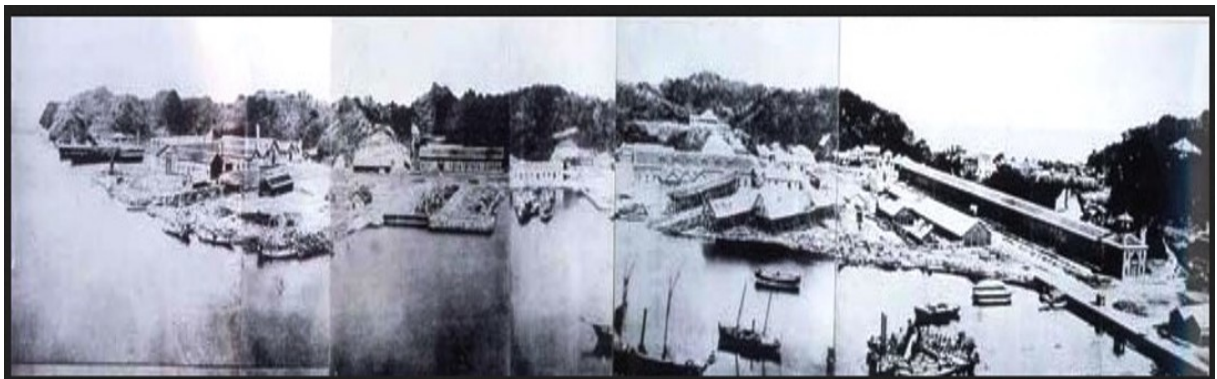


Fig. 3 - Arsenal de Yokosuka (DR)

Les premiers conflits japonais de 1894-1895 et de 1904-1905

Depuis 1870, la Chine et la Japon ont des vues sur la Corée. La convention de Tientsin qui oblige les deux états à demander l'accord de l'autre avant d'envoyer des troupes est bientôt signée. Mais en 1894, des paysans se rebellent contre la corruption des fonctionnaires coréens.

Français et contrairement aux pronostics occidentaux, la victoire revient aux insulaires.

Le traité de Simonoseki qui en découle prévoit l'annexion de Formose, des îles de Pescadores, la presqu'île de Liaodong et de Port-Arthur à l'embouchure du fleuve Yalou en Chine. Ce qui provoque l'intervention de la France, de la Russie et de l'Allemagne : la Triple Intervention. Ces trois pays craignent



Fig. 4 - Le partage de la Chine (DR)

Le gouvernement est rapidement débordé : il fait appel aux Chinois. Pékin informe Tokyo de son opération militaire. L'empire nippon envoie rapidement 4 000 soldats et 500 marins. Le palais royal est envahi et le gouvernement est renversé. Les Japonais installent Daewongun (1820 – 1898) qu'ils contrôlent. Ce coup d'état déclenche le premier conflit sino-japonais.

Après 3 siècles de paix, le Japon, de 1894 à 1945 ne cessera pas d'être en état de guerre quasi permanent. Dès lors toute l'économie est basée sur l'industrie militaire. Les militaires japonais profitent des conseils des

cette avancée soudaine du Japon en Chine. D'autant plus qu'ils ont tous des intérêts sur le continent chinois et craignent pour les voies maritimes près de Formose. On oblige donc la restitution notamment de Port-Arthur au profit de la Russie et la Chine cède à bail de 99 ans le territoire de Kiautschou à l'Allemagne. Les Européens continuent de se distribuer la Chine.

Peu à peu la Russie étend son territoire en Chine notamment au profit du transsibérien. Ce qui finit par exaspérer le Japon qui lui déclare la guerre en 1904. Ce qui manque de se développer en Europe lorsque des navires

russe descendent des Baltiques. En effet, en mer du Nord, ils coulent un chalutier anglais croyant reconnaître un navire japonais. Cet accident a failli créer une rupture diplomatique entre la France et l'Angleterre. En effet, les Français approvisionnent les navires du Tsar qui sont en escale dans les ports de l'hexagone conformément au traité d'amitié franco-russe de 1892.

colonies européennes en Asie sont en danger. On commence à parler de péril jaune. La victoire du Japon provoque un grand bouleversement dans la pensée politique des peuples d'Asie et d'Afrique. Ce conflit met à mal la toute-puissance occidentale. Pour certains c'est le premier conflit mondial dans la mesure où il provoque un changement dans la perception du monde. Aussi pour éviter un



Fig. 5 - Officier japonais capturant les navires russes déguisés en poissons - Kobayashi Kiyochika (DR)

Tout le monde pense à la défaite japonaise mais ceux-ci ont développé leur armée grâce à des Français comme Émile Bertin. En 1905, l'archipel nippon est victorieux mais ruiné. Ce qui n'empêche pas que, pour beaucoup, les

possible conflit avec ce dragon insulaire, l'Angleterre en 1905, la France de Clémenceau et la Russie en 1907 signent des traités d'alliance avec le Japon. Le ciment de ce nouvel accord un emprunt signé avec les

banques françaises pour la reconstruction de l'armée nipponne. C'est en 1907 que le Japon entre pour la première fois dans le cercle des Grandes Puissances.

C'est ainsi que lorsque le premier conflit mondial éclate en 1914, le Japon est du côté de la Triple Entente. L'empereur Taisho déclare la guerre à l'Allemagne le 23 août 1914. La flotte nipponne bloque les approches maritimes du comptoir de Kiautschou que l'Allemagne possède en location depuis la guerre de 1895. Les batailles navales qui ont lieu permettent aux Japonais d'être victorieux. Au cours du conflit de 14-18, le Japon comptera au total deux mille pertes surtout en mer. Il profite de ce conflit pour asseoir son pouvoir sur les anciennes possessions allemandes du Pacifique comme les îles Carolines, Samoa, Marshal et Yap. Mais en 1915, son appétit vise surtout la Chine et notamment la province de Shandong.

Saionji Kinmochi (1849 – 1940)

Le futur prince Saionji Kinmochi (1849-1940), Tokudaiji Yoshimaro - son nom de naissance - est né le 23 octobre 1849 dans la famille Tokudaiji. Cette famille fait partie des neuf familles nobles de la cour impériale, les Kuge. Kinmochi grandira dans la capitale impériale : Kyoto. S'il est un ami proche et un compagnon de jeu du prince impérial, le futur Mutsuhito (1852 – 1912), cela ne l'empêche pas de côtoyer ceux que la bonne société aristocratique de Kyoto méprise : les samouraïs du domaine de Satsuma et Choshu. En 1867 avec les Saigo de Satsuma, formés au maniement des armes modernes par les Français de la première mission militaire française au Japon, sous les ordres de Jules Brunet (1838 - 1911) et de Jules Chanoine (1835 – 1915), le très jeune Saionji participe, comme chef d'unité de samouraïs, au rétablissement du pouvoir de l'empereur contre les shoguns et

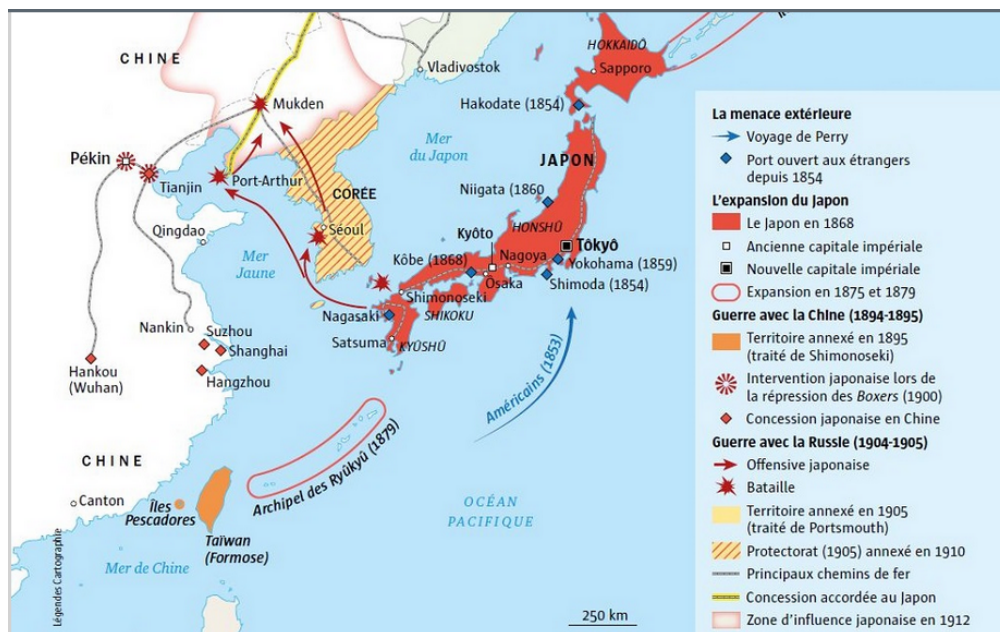


Fig. 6 - Colonisation japonaise (DR)

Cette présence japonaise lors du conflit mondial explique la mission japonaise à Paris en 1919 que l'ancien premier ministre Saionji préside. La personne de Saionji Kinmochi symbolise à lui seul l'amitié franco-japonaise de ce début du XXe siècle.

leurs partisans : « À 19 ans, Saionji, placé à la tête d'une armée, écrasait les Shoguns, rétablissait son souverain dans une autorité féconde et effective et le mettait plus à même de poursuivre les bouleversements qui devraient

*transformer son pays*¹ » Les Français avaient été appelés par le Shogun Tokugawa pour moderniser l'armée. Ils entraîneront les Nippons pendant plus d'un an, jusqu'au retour de l'empereur aux affaires en 1868, après la guerre de Boshin. Dans sa jeunesse, Saionji a fait de nombreuses lectures relatant les expéditions de Japonais vers l'Ouest, comme celles de Fukuzawa Yukiw² (1835 - 1901) qui atteindra San Francisco en 1860 à bord du *Kanrin Maru*.

À l'avènement de l'ère Meiji, ces lectures motivent le jeune aristocrate à étudier, notamment le français auprès de Léon Dury (1822 - 1901), à l'école de Kunkan à Nagasaki. Léon Dury est considéré comme un des bienfaiteurs du Japon. En effet, il va faire découvrir à l'un de ses élèves un mode de conservation des aliments inconnu au Japon : la méthode de conservation de Nicolas Appert, l'appertisation. Bientôt l'envie de partir en France se fait sentir, ce qui est facilité par la volonté des hommes forts du nouveau régime japonais qui souhaitent s'inspirer des institutions occidentales pour établir un Japon moderne. En décembre 1870, un an avant le début de la mission Iwakura, grâce à l'intervention de ses amis des domaines de Satsuma et Choshû, maintenant considérés comme les fondateurs de l'Etat moderne du Japon, Saionji quitte, avec d'autres amis, Yokohama sur le *SS Costa Rica* pour aller étudier le droit européen à Paris.

Son expédition sera, au début tout du moins, financée par le gouvernement. Il en sera de même pour les autres étudiants japonais à l'étranger. Le transport par la Messagerie Maritime, le passage régulier, est, en 1870, pour le moment interrompu : la France est en guerre. Il embarque sur un navire américain, passe par San Francisco, prend le train pour Washington où il est présenté au président Ulysse Grant (1822 - 1885). Il fait de son séjour à la capitale des États-Unis ce

commentaire : « *C'est totalement différent de ce qui se déroule quand un étranger est présenté à la cour. La simplicité est très plaisante*². » Clémenceau, lui, est déjà rentré de Stamford. Il prend un autre bateau pour traverser l'Atlantique jusqu'à Londres et profite d'être à la capitale britannique pour visiter les musées, le zoo, le Palais de Crystal et les grands parcs anglais. Ces treize jours dans cette capitale lui permettent de constater le décalage de civilisation entre le Japon de la fin du XIXe siècle et l'Occident. Le 27 mai 1871, il atteint finalement Paris. Mais la capitale française est en état de siège, avec des barricades dans les rues. Il note au sujet de la Commune de Paris : « *Depuis sa défaite dans la guerre franco-allemande l'année passée, le pays est en pleine confusion, des émeutes surviennent et des impudents incitent le peuple à prendre les armes et à se révolter au nom de la République*. » il ajoute plus loin « *les mœurs et la civilisation qui ont progressé plus que de besoin se sont approchés trop près du luxe*. [...] » A cette époque, il ira jusqu'à affirmer dans ses courriers, pour le Japon, que si dans son pays « *un individu vient revendiquer la République, il faudra lui trancher la tête pour l'exemple* »³. Au vu de la situation, il se réfugie en Suisse. Mais il y fait trop froid, aussi rejoint-il rapidement Nice, un premier temps, puis Marseille. Ce qui explique l'accent qu'il aura dès qu'il utilisera la langue de Molière pour échanger avec les francophones. Il restera un an dans le sud de la France. Lorsque la vie redevient normale à Paris, fin 1871, il s'inscrit au cours privé d'Émile Acolas (1820 - 1891), un est membre du parti radical de gauche, dans le but de pouvoir étudier le français et le droit à la Sorbonne. Il décrit ainsi la capitale : « *Paris est la capitale de la France et l'on peut dire que du point de vue de l'architecture et de l'aménagement urbain, c'est la ville la plus remarquable du monde*. »

Émile Acolas est le fils d'un avoué, né en 1826 dans l'Indre. Pendant ses études de droit

1. La Croix, *La carrière du Prince Saionji*, 30 novembre 1940.

2. Clements, Jonathan (1971), *Prince Saionji*, Haus Publishing Ltd, 2008, p.43

3. Lettre de Saionji Kinmochi du 13 juin 1871.

à Paris en 1844, il se mêle aux milieux républicains et socialistes du quartier Latin : il sera secrétaire du Comité démocratique socialiste de l'Indre. Il est un des organisateurs du premier Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté qui aura lieu à Genève en septembre 1867. De retour dans la France impériale en décembre, il est incarcéré et condamné à un an de prison. Il s'exile en Suisse où il est nommé professeur de droit à la Faculté de Berne. De cette ville il écrit de nombreuses lettres aux membres de la Commune de Paris. La formation reçue par cette personnalité fait que, petit à petit, Saionji prendra une position politique moins conservatrice : dans une correspondance du 21 mai 1873, il évoque les méfaits de la religion et critique son intervention dans la politique. Le député Clémenceau dès 1871 défend l'idée d'une séparation de l'église et de l'État : la loi française sera votée en décembre 1905. C'est à ce cours que Saionji rencontre Georges Clémenceau (1841 – 1929) qui est médecin mais, en tant que responsable politique parisien, cherche à développer ses connaissances juridiques.

En 1873, il est demandé à l'ensemble des étudiants japonais à l'étranger, boursiers du gouvernement, de rentrer au pays. Saionji restera grâce à l'aide financière de son jeune frère du clan Sumitomo ainsi qu'à Hashimoto Sanezana (1834– 1885) du clan Saionji. Par la suite, il occupera un poste, à temps partiel, à la légation japonaise de Paris, au 75 avenue Joséphine. Le représentant du Japon à Paris dans les années 1870 est Sameshima Naonobu (1845 – 1880). C'est le premier diplomate du Japon à occuper un tel poste à Paris. Il choisira les différents conseillers français, qu'il enverra au Japon, pour moderniser les institutions de son pays. Notamment Gustave-Emile Boissonnade (1825 - 1910) qui rédigera le premier code civil japonais. A partir de 1872, un membre de la mission Iwakura reste avec lui étudier la langue et la littérature française au cours Aollas pendant deux ans : Nakae Chômin (1847-1901). Il en rapportera une traduction en japonais du *Contrat Social* de Jean-Jacques Rousseau. Rentré au Japon et

influencé par les idées de son professeur français, Nakae devient peu à peu un partisan de mouvements pour la liberté et les droits du peuple.

Les deux étudiants fréquentent aussi assidûment les soirées parisiennes et notamment les salons de Judith Gautier (1845 – 1917) qui a une passion pour l'Asie. Elle leur fera connaître, parmi tant d'autres, Victor Hugo, Charles Baudelaire, Gustave Flaubert, les Goncourt, Henri Rochefort et Richard Wagner. Le poète André Bellessort (1866-1942) se souvient : « [...] *Je me rappelle ma première et bizarre impression lorsque je fus convoqué par le marquis Saionji [...] il m'entretenait de ses réformes et de ses voyages, mêlant à ses projets d'enseignement secondaire des souvenirs d'Henri Rochefort et de Judith Gautier, [...]* »⁴. Le 3 mai 1877, Goncourt note dans son journal : « *Ce soir chez Burty, le prince Sayounsi dit que trois choses avaient étonné et charmé son goût japonais : les fraises, les cerises, les asperges.* »⁵ Saionji et Judith Gautier collaborent aussi pour l'écriture de pièces de théâtre comme *La Marchande de sourire* ou de recueil de poèmes comme : les *Poèmes de la Libellule* de 1885. Edmond Goncourt écrira sur lui « *qu'il a une tête de chinois, avec des yeux retournés, des lèvres qui rient comme un enfant et une coiffure avec la raie au milieu comme les élégants parisiens.* »

Après l'obtention de son diplôme de droit (l'équivalent d'un DEUG), Saionji rentre à Tokyo. De retour au Japon, Saionji devient président du journal *Toyo jiyu Shinbun*, la *Liberté en Orient* : le premier numéro sort le 18 mars 1881. Avec Clémenceau et son expérience à Paris, il a vu le pouvoir que peut avoir la presse en politique. Le poste de chef d'édition est occupé par Matsuzawa Kyusaku (1855-1887) et Nakae Chômin (1847-1901), le « Rousseau » du Japon, en est le rédacteur en chef. Le mouvement pour les libertés et les droits démocratiques au Japon est, à cette époque, en plein essor. Le libéralisme de Rousseau a une très forte influence au Japon dans les années 1880. *Toyo jiyu Shinbun* est le

4. Bellessort, André (1866-1942), *Voyage au Japon* (1902), *Revue des Deux Mondes* (p. 157-200).

5. Goncourt, Edmond de (1822 – 1870), *Journal des Goncourt : mémoires de la vie littéraire*. 1851 - 1896

premier journal à défendre les thèses de libertés et de droits démocratiques au Japon. Le gouvernement demeurera longtemps surpris de voir un membre de l'aristocratie présider une telle publication qui défend les principes de liberté. Le ministre Iwakura Tomomi (1825-1883) obtient bientôt, sous la pression de l'empereur et de son frère aîné Takudaiji, la démission de Saionji. Le journal, après la parution du numéro 34 en avril 1881, doit bientôt cesser son activité. Là encore ; c'est une des similarités dans l'existence de Saionji et de Clémenceau.

Le Japon, à cette époque, est en quête de modèle pour son système constitutionnel. C'est une des raisons du voyage en Europe, en 1882, du marquis Saionji et d'Itô Hirobumi (1841 – 1909) : l'étude des différents systèmes constitutionnels adaptables au Japon. Le père de la constitution, Ito Hirobumi, rentrera en 1884. A son retour d'Europe, il donnera au Japon une constitution moderne, sur le modèle bismarckien, qui verra le jour en 1889, avec la création d'un parlement et de partis politiques. Les premières élections des membres de la Chambre des représentants de la Diète du Japon se dérouleront en 1890. Seuls les hommes de plus de trente ans, qui ne sont ni nobles ni membres de la famille impériale peuvent se présenter aux élections de la Chambre basse : ces premières élections sont surtout un pas vers la démocratie. Le marquis ne reste pas longtemps à Tokyo. Après un passage à l'ambassade de Vienne, en 1887, Il est nommé ambassadeur à Berlin. Il y restera jusqu'en 1891. Les relations germano-nipponnes se refroidiront avec la Triple intervention de 1895 et les aspirations impérialistes de l'Allemagne en Chine. Mais pour l'heure, dans l'optique de donner au Japon le même statut que les puissances occidentales, l'une des missions de Saionji à Berlin est d'obtenir, pour les Japonais, les mêmes droits que les Européens. Ils se sont ouverts aux technologies occidentales, comme nous avons pu le voir avec le développement industriel, maintenant une nouvelle institution sur le modèle européen est en phase d'être aboutie. Le marquis a été, à la fin de l'ère Meiji, plusieurs fois ministre. Il a

remplacé quelques fois le président Ito, malade, dans ses fonctions au Conseil des ministres. A partir de 1903, il devient président du parti politique fondé par Ito Hirobumi en septembre 1900. Le Rikken Seiyūkai se réclame du libéralisme politique anglo-saxon. Il défend le parlementarisme et la démocratie populaire. Ce parti domine la vie politique japonaise pendant treize ans avec des interruptions, de 1900 à 1923. Saionji Kinmochi doit attendre 1906 pour occuper le poste de président du Conseil, de plein droit. Il forme un gouvernement le 7 janvier 1906. Le 25 octobre 1906 c'est au tour de Clémenceau de réunir, autour de lui, ses ministres.

Saionji et Clémenceau ont quasiment la même vision pour le monde d'après 1907 : si pour l'Angleterre ils éprouvent la même affinité, pour l'Allemagne c'est un sentiment de méfiance qu'ils partagent. Le 7 janvier 1906, le marquis succède au général Katsura Tarô après plus de cinq ans de mandat (juin 1901-janvier 1906). C'est le premier aristocrate de naissance à occuper cette fonction. Les autres ont été anoblis au cours de leur vie politique. C'est aussi celui qui aura la conception politique la plus libérale parmi les genrô.

Jusqu'en 1914, la situation économique du Japon s'embellit grâce au commerce avec la Chine et les États-Unis. Avec la guerre de 1914, les exportations à destination de l'Europe sont multipliées par deux, l'excédent commercial atteint trois cent soixante et onze millions de yen. L'industrie connaît une extension considérable, à tel point que le Japon peut prêter à son tour à ses alliés que sont la Russie, l'Angleterre et la France. Le Japon devient un associé nécessaire dans l'application des programmes de défense et de contre-offensive envers l'Allemagne.

L'une des premières manifestations de l'amitié durable avec son allié français après la guerre est la remise, par l'empereur Yoshihito, d'un sabre d'honneur à la ville de Verdun pour sa défense héroïque de 1916. La première tâche du gouvernement nippon², en vue de la Conférence de la paix qui se tient à Paris, est



Fig. 7 - Au Grand-Palais de Paris, remise du sabre d'honneur japonais (DR)

la constitution et la préparation du programme de la délégation japonaise chargée de représenter l'empire nippon. Chaque délégation a droit à une représentation de cinq personnes. Pour le Japon, ce sera le marquis Saionji, le baron Makino Nobuaki²⁸³ (1861 - 1949), ancien ministre des Affaires étrangères, le vicomte Chinda Sutemi²⁸⁴ (1857 - 1929) ; ambassadeur à Londres, Matsui Keishirô²⁸⁵ (1868 - 1946) ; ambassadeur à Paris de 1916 à 1920, Ijûin Hikokichi²⁸⁶ (1864 - 1924) ; ambassadeur à Rome de 1916 à 1920. Saionji

Kinmochi refusera la proposition trois fois, pour raisons de santé, avant de l'accepter finalement. Certains diront que le genrô n'est peut-être pas tout à fait en accord avec la lettre de mission qu'il doit observer.

La Conférence commence en janvier 1919, le genrô arrivera en mars 1919, soit deux mois après l'ouverture des débats. Si le Japon est admis comme une des cinq grandes puissances de la Conférence de la Paix, c'est, semble-t-il,

grâce à Lloyd George (1863 - 1945), le premier ministre du Royaume-Uni, car le Japon a participé à la chute de l'Allemagne. De son côté, Clémenceau ne montre pas beaucoup son opinion. Le programme de la Conférence est plus vaste que le Congrès de Vienne de 1815. Avec la chute des grands empires, les frontières européennes sont à redessiner. La lettre de mission de la délégation nipponne concerne le territoire de Shandong, les îles d'Océanie et l'adoption du principe de l'égalité des races dans la Charte de la future Société des Nations qui a pour objectif de préserver la paix en Europe.

A son retour de Paris, le 8 septembre 1919, le marquis Saionji fait un discours aux membres du gouvernement japonais où il atteste que « [...] les îles allemandes de l'océan Pacifique, qui se trouvent au nord de l'Équateur, seront administrées par le Japon, comme une partie de son territoire, sur mandat de la

Ligue des Nations (La SDN) [...] »⁶. Les négociations n'ont, ici, concerné que la Grande-Bretagne, l'Australie et le Japon. Les discussions sur le sujet commencent officiellement en janvier 1919. Mais l'Angleterre avait déjà donné son accord depuis 1915, dans le but de protéger la navigation et le commerce en Océanie, notamment, des sous-marins allemands. Sur les deux points de la mission, la délégation japonaise obtient satisfaction : la restitution de Shandong ainsi que des territoires allemands du Pacifique qui se fera sous la tutelle de la Société des Nations. A cela, s'ajoute une proposition d'amendement consistant à inscrire dans le Pacte une disposition qui accorderait, à tous les ressortissants d'États membres de la Société des Nations, un traitement sans distinction de race.

La Conférence de la Paix de 1919 est singulière dans l'histoire des relations internationales, où l'anglais devient une langue diplomatique à part entière : pas de pourparlers possibles, on ne fait qu'informer les vaincus des décisions prises par les Grandes Puissances. Cette absence de discussion fragilise les résultats des négociations tenues entre les États - Unis, les Anglais et les Français. Ces états n'ont, eux-mêmes, pas les mêmes motivations : la France veut faire payer la nation Outre-Rhin, les Anglais souhaitent réduire la puissance économique allemande, les États - Unis ont la volonté de rétablir au plus vite la paix en Europe pour que le commerce international reparte. Tout ceci explique aussi son caractère inachevé, voire bâclé, et les conséquences qu'aura le Traité de Versailles vingt ans plus tard. A cette collégiale qui réunit vingt-sept nations, le Japon a créé un précédent en entrant dans les négociations entre les Grandes Puissances. Ceci cinquante ans seulement après avoir entamé le chemin vers la modernisation. C'est un tournant dans l'Histoire.

Le Traité de Versailles entérine les décisions prises concernant le Japon. En plus de la Corée et de Formose, l'empire nippon s'étire aussi jusqu'en Chine. Cette conquête continuera jusque dans les années 1940. Les

colonisateurs ne se sont pas contentés d'exploiter les ressources dont ils avaient tant besoin, ils y ont aussi développé l'économie et l'industrie locales le but étant la japonisation des populations. Ce n'est donc pas un hasard si le Taiwan et la Corée du Sud d'aujourd'hui sont parmi les plus modernes d'Asie. C'est certainement le seul aspect positif de cette colonisation. Mais le refus du principe d'égalité des races, s'il est accepté par l'élite japonaise, lucide, compte tenu des intérêts occidentaux, provoque une grande colère populaire. Contrairement à ce que déclare Saionji à un journaliste du *Petit Marseillais* sur les côtes françaises en 1919 : « [...] *La paix qui doit surgir de la Conférence ne doit pas être seulement une paix européenne, mais bien la paix du monde entier et assurer pour toujours. L'humanité doit savoir tirer parti des fautes du passé, si elle veut vivre heureuse dans une paix éternelle et féconde* »⁷.

Le rejet des ambitions d'égalité des races de Konoe génère une rancœur à l'égard des occidentaux et en particulier contre les Anglo-saxons. Il a aussi pour effet de renforcer le nationalisme japonais qui connaîtra son paroxysme à partir des années 1930 et jusqu'en 1945 avec la mainmise des militaires sur le monde politique et l'idéologie bâtie sur la supériorité de la race nippone en Asie. Rapidement les nationalistes considèrent le gouvernement civil japonais trop faible face à leurs homologues occidentaux. La ratification des différents traités navals de Washington en 1922 et de Londres en 1930, qui limitent la taille des navires de la Marine impériale japonaise, exacerbent leur colère. Un mouvement contestataire d'officiers commence à se développer. Il atteindra son paroxysme lors des attentats de mai 1932.

Malgré la déception des Japonais au sujet de la conclusion du traité de Versailles, l'amitié entre la France et le Japon existe toujours. La culture nippone continue d'influencer bon nombre de secteurs culturels français comme la peinture avec Monet, mais pas seulement.

6. Recueil de documents étrangers : supplément périodique aux bulletins de presse étrangère, 10 décembre 1919, p. 427.

7. Connors, Lesley, *The emperor's adviser, Saionji Kinmochi and pre-war Japanese politics*, 1987, p.69

Depuis août 1918, le ministre des Affaires étrangères, Stephen Pichon, a mis à disposition de l'armée nippone une mission aéronautique. Tous les frais concernant les militaires français sont à la charge de Paris. Clémenceau note le 21 août 1918 dans une dépêche : « *Le gouvernement Français prendra à sa charge tous les frais de solde, d'entretien, et de transport du personnel de la mission* ». Ainsi, la concurrence italienne, britannique ou américaine est écartée et des commandes de matériel sont espérées. Avant de partir pour Tokyo, le 9 juillet 1919, le marquis Saionji déclare aussi à l'*Excelsior* : « *Au moment de quitter la France, où je viens de passer presque une demi-année, je tiens à exprimer mes sentiments de profonde reconnaissance non seulement pour l'accueil si spontanément cordial et courtois qui nous a toujours été fait, à moi et*

à mes compatriotes, mais aussi pour les nombreux témoignages de bienveillance qui m'ont été d'une aide précieuse dans ma lourde tâche. [...] C'est pourquoi je souhaite que la France et le Japon que la guerre a tant rapprochés, cultivent ses relations cordiales et une amitié durable entre les deux nations, qu'ils forment un gage nouveau de sécurité pour la paix future, [...] ».

En effet, la coopération franco-japonaise pour l'aviation durera jusqu'après 1920, avec l'importation de matériel aéronautique français pour l'avionneur japonais Nakajima.

